

## Brexit : ce que Theresa May disait aux Anglais et ce que Theresa May disait à Goldman Sachs

Dans un discours prononcé avant le référendum du 23 juin 2016, l'actuelle première ministre mettait en garde les banquiers sur les conséquences d'une sortie de l'Union européenne.

LE MONDE | 26.10.2016 à 12h34 • Mis à jour le 26.10.2016 à 17h11 | Par Luc Vinogradoff (@lucvinogradoff)



Theresa May lors du conseil européen du 21 octobre. STEPHANE DE SAKUTIN / AFP

Après Boris Johnson, ardent défenseur du Brexit, qui écrivait deux mois avant le vote que rester dans l'Union européenne (UE) serait une « aubaine », [il big broserait](#) (2016/10/17) par Boris Johnson, était contre le Brexit, [2014727\\_4632692.html](#), c'est à l'actuelle première ministre britannique, Theresa May, d'être confrontée à ses contradictions politiques et d'être accusée d'hypocrisie.

Pendant la campagne du référendum, M<sup>me</sup> May, alors secrétaire d'Etat à l'intérieur du gouvernement de David Cameron, avait défendu le « Remain » du bout des lèvres. Ses détracteurs, notamment des proches de M. Cameron, l'ont même accusée d'avoir fait le jeu des adversaires dans l'espoir de devenir elle-même première ministre. Ce qui est arrivé. [l'Institutionnaliste/2016/07/11/le-besoin-les-commerçants-à-éviter-est-de-éviter-le-succès-de-david-cameron\\_495736\\_3210.html](#)

Le *Guardian* publie, mercredi 26 octobre, l'enregistrement d'un discours [http://www.theguardian.com/politics/2016/oct/25/theresa-may-real-recording-shows-what-theresa-may-really-thinks-about-brexit-CMP+share\\_39\\_34](#) non rémunéré (contrairement à Hillary Clinton [http://www.theguardian.com/politics/2016/10/19/hillary-clinton-america-what-america-should-learn-from-hillary-clinton-what-america-should-learn-from-hillary-clinton\\_495736\\_3210.html](#)) de M<sup>me</sup> May lors d'une conférence organisée par la banque Goldman Sachs le 26 mai, soit un mois avant le vote.

Devant les banquiers, elle défend la place de son pays dans l'UE et met en garde contre les conséquences économiques d'un Brexit. « *allant, en apparence, plus loin que dans ses prises de parole publiques pour expliquer les bénéfices économiques qu'il y a à rester dans l'UE* », écrit le *Guardian*. Voici une partie du verbatim de ce discours :

« *Je pense que les arguments économiques sont clairs. Je pense que faire partie d'un bloc commercial de 500 millions de personnes est important pour nous. Comme je vous le disais, je pense que beaucoup de personnes vont investir au Royaume-Uni parce que le Royaume-Uni est en Europe.* »

*Si nous n'étions pas en Europe, je pense qu'il y aurait des entreprises et des compagnies qui se demanderaient s'ils ne devraient développer leur présence sur le continent plutôt qu'au Royaume-Uni. Je pense donc qu'il y a de clairs avantages en termes économiques.* »

**Lire aussi : Après le Brexit, la City vacille** [\(economie/article/2016/10/22/apres-le-brexit-la-city-vacille\\_501687\\_3234.html\)](#)

### Un Brexit, mais quel Brexit ?

Les arguments de Theresa May, secrétaire d'Etat d'un gouvernement conservateur anti-Brexit au printemps, ne sont pas les mêmes que ceux de Theresa May, première ministre d'un gouvernement conservateur pro-Brexit à l'automne.

Après la publication de l'enregistrement, ses opposants politiques, du Labour aux libéraux-démocrates, l'ont accusée de s'être comportée comme tant d'autres politiciens pro-Brexit (comme Nigel Farage [http://www.theguardian.com/politics/2016/oct/25/theresa-may-real-recording-shows-what-theresa-may-really-thinks-about-brexit-CMP+share\\_39\\_34](#)) en cachant les véritables conséquences du vote aux électeurs. Tim Farron, un dirigeant Lib-Dem [https://www.theguardian.com/politics/2016/oct/25/theresa-may-real-recording-shows-what-theresa-may-really-thinks-about-brexit-CMP+share\\_39\\_34](#), a dit « *regretter que Theresa May n'ait pas eu le courage de prévenir le public comme elle a prévenu un groupe de banquiers* ».

Un porte-parole de la première ministre n'a pas répondu sur le fond [http://www.telegraph.co.uk/news/2016/10/26/theresa-may-jeremy-corbyn-brexit-hear-how-gmp-hes/](#), paraphrasant les éléments de langage que Theresa May formule depuis qu'elle est arrivée au 10 Downing Street :

« *Le Royaume-Uni a clairement voté pour sortir de l'UE et ce gouvernement est déterminé à en faire un succès.* »

Theresa May commence les négociations avec ses futurs ex-partenaires européens pour tomber d'accord sur les conditions de départ. En Europe, et au pays, son discours varie légèrement.

- Lors du congrès de son parti, au début d'octobre [http://www.theguardian.com/politics/2016/10/03/theresa-may-champagne-du-brexit-2007158\\_3214.html](#), elle n'a pas écarté l'idée d'un « Brexit dur », c'est-à-dire une rupture avec le marché unique européen, ce qui n'était pas clairement défendu par les pro-Brexit pendant la campagne.
- Lors d'un Conseil européen, le 21 octobre [http://www.theguardian.com/politics/2016/10/22/brexit-theresa-may-lets-one-entrepreneur-to-leave\\_5018431\\_4872468.html](#), elle avait été plus... diplomate, en disant que « *nous ne tournons pas le dos à nos amis et alliés [...] Nous pouvons parvenir à un Brexit en douceur, qui sera dans l'intérêt du Royaume-Uni et des Européens* ».

Peu importe la méthode, le Brexit aura bien lieu, et c'est Theresa May et son gouvernement (donc, Boris Johnson) qui devront le gérer. La seule certitude, promise en bonne et due forme, est le déclenchement de l'article 50 du traité européen de Lisbonne, celui qui acte la sortie du Royaume-Uni, avant la fin du mois de mars 2017.

**Lire aussi : Le Brexit, l'impossible équation de Theresa May** [\(idées/article/2016/10/20/le-brexit-l-impossible-equation-de-theresa-may\\_5017229\\_3232.html\)](#)